L'EXPOSITION UNIVERSELLE

A LONDRES,

LA MARQUE DE FABRIQUE OBLIGATOIRE

ET

LA SOCIÉTÉ DE L'UNION DE L'INDUSTRIE.



PARIS,
IMPRIMERIE DE E. BRIÈRE,
RUE SAINTE-ANNE, 55.

1851

Cwrdwnte [illegible]

L'EXPOSITION UNIVERSELLE

A LONDRES,

LA MARQUE DE FABRIQUE OBLIGATOIRE

ET LA

SOCIÉTÉ DE L'UNION DE L'INDUSTRIE.

Quand saurons-nous faire des révolutions pacifiques?

Quand saurons-nous discerner entre tous les partis qui déchirent la France, ces deux seuls adversaires réellement en présence : le *producteur* lésé et crédule, l'*agioteur* sordide et rusé?

Ne sonnera-t-elle jamais cette heure ou nous apprendrons que nous n'avons été des révolutionnaires que pour la satisfaction des peuples nos voisins qui prospèrent d'autant mieux chez eux que notre sombre maladie sociale paralyse, annihile nos forces, laisse obstinément les classes laborieuses dans cette misère qui, mauvaise conseillère, les fait demander au désordre le plus déplorable, le plus blâmable, à coups de

26.11.67.

fusils même, le pain qu'elles ne peuvent trouver que dans le travail et que la révolution, une fois faite, refuse aussi à ses vainqueurs ! Ne serons-nous donc jamais convaincus que nos intrigues politiques font plus encore que d'altérer notre sève, qu'elles la déplacent pour la laisser féconder sur le sol de l'étranger ?

La France a pourtant à cette heure un terrible exemple sous les yeux ; elle recueille en ce moment un fruit bien amer de ses récentes et stériles convulsions ! Tout ce qui constitue sa puissance et sa richesse n'est plus aujourd'hui dans sa capitale. Mais à Londres, dans une métropole qui, en concentrant chez elle les produits les plus rares, les plus merveilleux du monde, fait de la sorte et à son unique profit un immense coup de commerce.

Loin de nous la pensée de blâmer l'idée de l'exposition universelle, idée toute française, et qui n'a été pratiquable, comme cela se rencontre toujours, que dans un pays rival !... Nous aimons voir les peuples se tendre ainsi la main, cimenter leur union par le large et fraternel concours de toutes les industries exotiques, résolvant de cette façon le problème encore si nouveau de la paix universelle ; toutefois, par un égoïsme bien légitime, nous aurions désiré, s'il avait été possible, que notre idée se réalisât dans notre patrie ; la France, tant appauvrie par ses luttes intestines, y eût gagné une année de prospérité au fond de laquelle se fussent endormies ses craintes devant un avenir si douteux, si menaçant.... Mais donnions-nous en 1848 et 1849 assez de sécurité à

l'étranger qui nous aurait confié les fruits précieux de ses veilles, de ses constantes études, de sa production indigène? Pouvions-nous sérieusement, au temps où nous vivons, nous faire le peuple hospitalier de tous les peuples de la terre? nous ne le pouvions pas..... Aussi, l'adroite Angleterre a-t-elle su profiter de nos désordres politiques, de notre anarchie sociale! L'avenir nous éclairera sans doute pour ne plus lui laisser réaliser comme maintenant, en toute sécurité, une idée qui nous est propre, mais que nous ne devons plus revendiquer aujourd'hui. Nous ne pouvions donc qu'accepter le rôle qui nous était échu dans ce grand tournoi industriel; c'est ce que la France et ses notables producteurs ont fait, afin de sauvegarder l'honneur national, la haute réputation dont notre génie, notre goût, en dépit des israélites de notre commerce, n'a pas encore démérité, Dieu merci! Mais, puisque par notre faute, par l'impétuosité aussi stérile que chevaleresque de notre caractère, nous avons rendu impossible le rôle que Londres joue à notre place, il nous restait à en jouer un autre tout aussi grand, tout aussi digne sur la scène du monde; puisque, grâce à notre terrible réputation de révolutionnaires, nous avons empêché chez nous l'édification de cette exposition universelle qui, selon l'usage, eût trouvé encore en France mille détracteurs, du moins était-il utile de réparer le dommage matériel, de cicatriser la blessure que nous faisait l'Angleterre en froissant à la fois et nos intérêts et notre amour-propre. C'est ce

qu'a tenté déjà la Société de l'*Union de l'industrie* ; elle a voulu par un orgueil bien légitime, faire prédominer à nouveau notre supériorité aux yeux des étrangers, elle a voulu, par une généreuse et féconde pensée, se montrer l'initiatrice d'un grand progrès social; elle a reconnu (nous l'avons signalé par l'organe d'une partie de la presse) le principe si naturel, si juste, si rationnel *de la marque de fabrique obligatoire*.

La Société de l'*Union*, composée d'industriels distingués, honorables et courageux, a enfin prouvé que le progrès n'était pas en France un vain mot, une amorce avec laquelle des intrigans politiques attirent à eux de pauvres dupes, victimes condamnées dont les épaules servent, au jour donné, de pavois, et sur lesquels se hissent, à tour de rôle, de petits tyrans populaires!

L'Union des inventeurs et des producteurs a levé l'étendard autour duquel doivent se rallier un jour tous les fils de leurs œuvres contre les forbans patentés du commerce; l'Union, en prenant cette belle et généreuse initiative doit prouver aux Etrangers que nous reconnaissons, nous, dans chaque artisan, une vocation spéciale, une intelligence unique, et que notre illustration vient surtout de ces milliers d'intelligences diverses qui concourent chacune à notre prospérité, non pas comme des machines qui fonctionnent, mais bien comme des penseurs qui travaillent.

Si la Société de l'*Union de l'industrie* n'a encore,

depuis l'ouverture de l'Exposition universelle, réalisé qu'une faible partie de son programme, nous sommes tranquilles ; le principe de la marque de fabrique obligatoire qu'elle a nettement exposé, qu'elle défend, est trop bien enraciné en elle pour que sa doctrine encore en germe ne féconde tôt ou tard ; du reste, tant que nous verrons parmi les membres du Bureau de l'Union le champion de la loyauté commerciale, l'honnête filateur M. Biétry, qui met déjà en pratique ce grand principe de vérité et de responsabilité si utile à l'intérêt général, nous sommes certains que l'*Union de l industrie* ne faillira ni à sa mission ni à son mandat. Si nous ne citons pas ici d'autres honorables fabricans, ce n'est pas que nous mettions en doute leur grande loyauté, mais c'est que l'occasion ne les avait sans doute pas placés, pour leur industrie, dans la dure nécessité de se montrer, comme M. Biétry, l'adversaire obligé et impitoyable du mensonge ; et puis, il faut le dire aussi, les intentions les plus pures, les plus honnêtes ne sont pas toujours favorisées par la nature d'une volonté ferme et d'une énergie à toute épreuve, et il en a fallu pour braver tous les adversaires de ce principe si honnête, quoique si simple en lui-même ; mais rien n'a arrêté M. Biétry, et, contre toutes les attaques, sa réponse était toujours fort logique : « On a, disait-il, trompé indignement » le public sur un beau produit national qui occupait » un grand nombre d'ouvriers. Les tribunaux et les » cours d'appel ont constaté qu'on vendait le faux » pour le vrai ; pour y mettre un terme, je solli-

» cite du gouvernement et des législateurs une loi de
» marque de fabrique obligatoire et de désignation,
» le seul moyen de ramener la confiance sur tous
» nos produits, tant en France que sur les marchés
» étrangers; en attendant son adoption, je vends
» les produits de ma fabrique pour ce qu'ils sont
» réellement, j'engage sérieusement ma responsabi-
» lité pour la garantie de la qualité et la désignation
» de la chose vendue, et je conseille à tous mes con-
» frères, fabricans et marchands, d'en faire autant. »

Mais les fabricans et marchands qui trouvent préférable de vendre le faux sous la désignation du vrai ont trouvé que cette logique si claire, si explicite était peu de leur goût, et ils ont mille fois qualifié cela de réclame; nous savons même que quelques personnes honnêtes ont dit que la publicité de cette question durait trop longtemps. Nous répondons à ces dernières que, pour faire triompher un principe bon ou mauvais, il est difficile qu'il en soit autrement. Exemple : Sans vouloir parler politique, est-ce gue le journal le *National* et ses amis n'ont pas dit tous les jours pendant vingt ans que le meilleur des gouvernemens était la république?

MM. Berryer et Larochejaquelein n'ont cessé de dire également que la légitimité est le seul gouvernement qui convienne à la France.

Combien y a-t-il de temps que MM. Michel Chevalier et Blanqui veulent faire triompher le libre échange? MM. Mimerel et Louis Lebœuf, leurs adversaires,

n'opposent-ils pas à ce principe le maintien du travail national? et n'est-ce pas par une publicité incessante que ce principe se discute journellement?

Quoique personne ne doive ignorer la loi, la Banque de France ne met-elle pas sur tous ses billets que la loi punit des peines les plus sévères le faussaire, le contrefacteur ?

Ne voit-on pas par là combien il faut dépenser de temps, d'énergie et d'argent pour faire triompher un principe nouveau pour réformer les abus les plus déplorables ? La marque de fabrique obligatoire, c'est-à-dire la responsabilité du producteur et du vendeur envers le consommateur était, selon nous, plus utile et plus pressée pour l'intérêt général du pays que les réformes politiques et le libre échange.

Nous sommes convaincus qu'un jour viendra, et nous espérons qu'il n'est pas éloigné, où nous, conservateurs par instinct, par conscience, nous verrons traqués dans leur dangereux optimisme ces conservateurs du mal qui, au nom de cette liberté qu'ils blasphèment, font tort à la classe la plus nombreuse, la plus intéressante, la classe des travailleurs, font tort à la propriété, tout aussi légitime, tout aussi intéressante que toute autre propriéte, la propriété industrielle.

La Société de l'Union a donc sur-le-champ un double mandat à remplir : d'abord de nous réhabiliter à l'étranger, qui nous regarde comme le peuple le plus imprudent, le plus inconsidéré dans ses actes

commerciaux ; ensuite de prendre l'initiative d'une grande réforme pacifique, la seule véritablement profitable au pays, aux travailleurs, et que les dissensions intestines, les colères politiques ne peuvent entreprendre, puisque leurs fruits amers n'ont toujours donné que désespoir et disette.

Nous ne croyons pas, quant à nous, que la Société de l'Union laisse jamais se féconder dans une contrée rivale l'idée toute généreuse, toute française de la *marque de fabrique obligatoire*, à l'exemple de l'idée si gigantesque, si hardie, si pacifiquement régénératrice de l'Exposition universelle, et que notre patrie a été contrainte de laisser édifier aux Anglais.

L'avenir nous répondra.

Théodore LABOURIEU.

Paris, Imprimerie de E. Brière, rue Sainte-Anne, 55.





Paris. — Imprimerie de E. Brière, rue Ste-Anne, 55